Afrique de l'Ouest, Coton, OMC, Poulets congelés, Brésil

Un des objectifs importants de Défis Sud est d'informer les partenaires de SOS Faim, dont les réseaux forment l'essentiel de notre lectorat dans l'hémisphère sud, de l'évolution des actualités paysannes à travers le monde. L'agriculture, en effet, est une question importante pour les générations futures. Vous pouvez également contribuer à la réalisation de cette rubrique en envoyant vos informations paysannes à la rédaction de Défis Sud (d.sud@sosfaim.be) Les informations retenues seront publiées sur le site de SOS Faim (www.sosfaim.be).

► Etudes sur l'impact des APE en Afrique de l'Ouest

En 2008, des Accords de Partenariat économiques seront mis en place entre les pays ACP et l'Union européenne. Ils prévoient la constitution de zones de libre échange entre l'Afrique de l'Ouest et l'UE d'une part, et entre l'Afrique centrale et l'UE d'autre part. L'enjeu est majeur dans le domaine agricole, qui constitue le principal secteur d'activité de ces pays. Les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre doivent renforcer la compétitivité de leur agriculture pour résister à l'afflux prévisible de produits importés sans droits de douane.

Le site www.hubrural.org a publié des liens Internet vers des études qui évaluent l'impact possible des Accords de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne pour plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest : Guinée, Mali, Niger Sénégal. Il s'agit évidemment de l'évaluation des impacts prévisionnels, les APE n'étant pas encore en place. Ces études sont volumineuses car elles couvrent plusieurs secteurs économiques, dont l'agriculture. Plusieurs d'entre elles comportent un résumé.

Contact : ape@hubrural.org

► Sur la route de Hong Kong : l'appel des cotonniers africains

A l'issue d'un atelier organisé les 6 et 7 mai au Sénégal par l'Association cotonnière africaine (ACA) et l'Association des producteurs de coton africains (APROCA), en collabo-

ration avec l'ONG Enda Tiers Monde et l'Institut d'information et de négociation commerciale d'Afrique Australe (Institut Seatini), les représentants de producteurs de coton, de sociétés cotonnières, d'ambassadeurs auprès de l'OMC, de Ministères chargés du commerce et d'ONG d'Afrique ont lancé un appel international pour renforcer le développement des filières cotonnières africaines. Voici des extraits de cette déclaration :

« Depuis Cancun, la mobilisation contre les subventions distorsives et injustes sur le coton de certains pays développés s'est renforcée avec la consolidation de l'ACA, la création de l'APROCA, l'arrêt rendu en appel par l'Organe de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en faveur du Brésil et la contestation de plus en plus importante aux Etats-Unis, par l'opinion publique, des subventions massives octroyées à une infime minorité de producteurs de coton.

Pour autant, les lenteurs constatées dans le traitement du « dossier coton » contrastent fortement avec la priorité accordée aux Objectifs du Millénaire et les déclarations du G8 sur les stratégies de réduction de la pauvreté en Afrique. Des dizaines de millions de petits producteurs africains ne parviennent plus à vivre décemment de leur travail et s'enfoncent chaque jour un peu plus dans la précarité, en dépit de leur professionnalisme et de la qualité de leur production. Parallèlement, les emplois industriels de nombreuses villes secondaires et les économies de régions entières liées à la filière cotonnière sont fortement menacés.

C'est pourquoi un large panel d'acteurs intéressés par le développement des filières cotonnières africaines, s'est réuni au Sénégal, les 6 et 7 mai 2005, en vue de tisser une stratégie gagnante de sortie de crise pour ces filières.

Ce forum panafricain a renforcé la forte mobilisation des différents acteurs afin d'obtenir la mise en œuvre immédiate de réponses concrètes et opérationnelles, d'ici la Conférence ministérielle de Hong Kong, pour empêcher la disparition des filières cotonnières africaines. »

Plus d'infos sur : www.enda.sn/diapol/site/members.htm

► Infos « poulets »

Grâce à l'énergie des négociateurs africains, l'ACDIC (voir notre article en page 11) a pu interpellé les ambassadeurs africains et européens à l'Organisation mondiale du commerce, à Genève, lundi 30 mai 2005, sur les thèmes relatifs à l'importation de poulets congelés et à la souveraineté alimentaire en Afrique.

Au Cameroun, à la suite de la campagne de plaidoyer et de lobbying pour la promotion de la filière avicole menacée par les importations massives et incontrôlée de poulets congelés, l'ACDIC a organisé, au mois d'avril, un séminaire panafricain d'échange d'expériences.

Les travaux du séminaire ont abouti à un ensemble de propositions formulées dans un mémorandum et à une résolution majeure portant sur la création d'un **Réseau africain pour la souveraineté alimentaire** (lire le rapport final sur www.acdic.org).

Sur un autre front, l'Union européenne a fait appel d'une décision de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) favorable au Brésil et à la Thaïlande à propos d'un différend sur l'importation de blancs de poulet dans l'UE.

Bruxelles a déposé sa demande d'appel et le verdict définitif devra être rendu au plus tard le 12 septembre, a précisé l'OMC. L'organe de règlement des différends de l'OMC a donné raison fin mai au Brésil et à la Thaïlande, qui contestaient la modification, en juillet 2002, de la classification douanière de l'UE concernant les "morceaux de poulet désossés, congelés" d'une teneur en sel supérieure à 1,2%.

Selon Brasilia, la nouvelle classification de l'UE a entraîné une baisse de 80% des ventes de poulet brésilien depuis juillet 2003, date de son entrée en vigueur. Le manque à gagner a été estimé à 300 millions de dollars par an (230 millions d'euros) par les producteurs brésiliens. Le Brésil est le premier exportateur mondial de poulet.

En 2004, il a vendu 2,4 millions de tonnes de volaille pour un montant de 2,5 milliards de dollars (+ 40% par rapport à 2003). La Thaïlande est le quatrième exportateur mondial de poulet. L'UE a fermé ses portes aux poulets frais thaïlandais à la suite de l'épidémie de grippe aviaire dans ce pays.

Source : AFP + www.web-agri.fr

► Le Brésil sera-t-il la ferme du monde ?

C'est la question posée dans une note de conjoncture diffusée par l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture en France (APCA).

Il est en train de se passer, dans le domaine agricole, le même processus que dans l'industrie avec l'arrivée de la Chine. Le Brésil devient le premier exportateur mondial dans de nombreux secteurs, alors que 14% de la population est actuellement en état de sous-nutrition.

Est-ce que ce processus peut se poursuivre sur le long terme ? Le Brésil était déjà le premier exportateur mondial de café, de sucre, d'éthanol et de jus d'orange concentré. Depuis peu, il est devenu le premier exportateur mondial de viande bovine devant l'Australie et de soja et de volaille devant les Etats-Unis. Ce pays a beaucoup d'atouts pour l'activité agricole. La surface agricole utile est de 340 millions d'hectares, soit autant qu'aux USA et deux fois plus que dans l'UE à 25.

C'est presque trois fois plus qu'en Chine ! Qui plus est, cette surface pourrait être étendue assez facilement. Dans beaucoup de régions, les conditions climatiques sont très favorables à l'activité agricole. Un géant agricole émerge. Cela montre clairement que, contrairement aux inquiétudes manifestées sur la possibilité du monde à se nourrir, il y a encore des réserves disponibles importantes, en particulier en Amérique du Sud. C'est aussi le cas dans certaines zones africaines et bien sûr en Russie quand ce pays aura reconstitué son potentiel gravement atteint après la libéralisation économique mise en œuvre depuis 1990.

Mais le Brésil est un pays très peuplé (plus de 170 millions d'habitants). Après la victoire de Lula aux élections présidentielles, on pouvait s'attendre à une politique agricole qui soit moins favorable à l'exportation. Le candidat aux élections avait promis de favoriser la consommation intérieure en disant qu'il fallait que tous les Brésiliens puissent à l'avenir faire trois repas par jour. Ce n'est pas le cas aujourd'hui car on considère que 14% de la population est actuellement en état de sous-nutrition.

La stratégie récente du gouvernement brésilien s'explique par le souci de mettre fin au risque de « faillite financière » à laquelle ce pays était confronté. Est-ce pour autant une stratégie durable ? Si l'on veut développer la consommation intérieure, il faudra favoriser davantage les exploitations familiales, peu concernées par l'exportation, car ce sont elles qui fournissent à peu près la totalité du manioc et des haricots, base de la ration alimentaire traditionnelle. Elles produisent aussi les 2/3 de la viande de porc, 60% du lait, 53% du maïs et 45% de la volaille. Elles emploient les 3/4 de la main d'œuvre agricole.

Pour en savoir plus, consultez les notes de conjoncture agricole de l'APCA : <http://paris.apca.chambagri.fr/repe...> ☐